

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 3 MARS 2016

SOMMAIRE

- 1) Elle aussi
- 2) Ô désespoir !
- 3) Mis le feu
- 4) Il sait de quoi il cause...



Gérard Diez La Presse en Revue

1) La CGT se rallie à la manif du 9 mars





Philippe Martinez le 26 janvier. Photo Jacques Demarthon.AFP

Alors que le gouvernement vient d'annoncer le report de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi de la ministre du Travail, la centrale de Montreuil maintient la pression et invite ses adhérents à se joindre aux cortèges initiés par les jeunes.

Le report de la présentation en Conseil des ministres du projet de loi de réforme du code du travail, annoncé lundi par le Premier ministre, n'a pas fait taire les appels à la mobilisation. Suite à ce «premier recul à mettre à l'actif de la mobilisation montante», la CGT a, au contraire, décidé de durcir le message. La centrale de Montreuil a ainsi annoncé «des initiatives multiples dans les entreprises» au cours de la semaine du 7 au 11 mars. Surtout, elle invite les salariés à «participer aux rassemblements et manifestations unitaires en construction» le 9 mars.

Poussée par les organisations de jeunesse (Unef, UNL, MJS, JC...), cette journée d'action est aussi soutenue par plusieurs initiatives citoyennes sur les réseaux sociaux. Pour gonfler leurs troupes, les manifestants pourront aussi compter sur une grève, prévue de longue date, au sein de la SNCF, et pour laquelle les quatre syndicats représentatifs de l'entreprise ont déposé un préavis commun (CGT, Unsa, SUD, CFDT), mais aussi à la RATP.

«Il faut aussi qu'on donne la possibilité aux gens de s'exprimer»

Mais, si elle se rallie à la mobilisation impulsée, entre autres, par la société civile, la CGT maintient également son propre calendrier, et notamment sa «mobilisation convergente et nationale» le 31 mars. Plusieurs syndicats, comme

FO, SUD ou encore la FSU devraient se joindre à elle. Mais l'appel de la CGT, qui plaide pour le retrait du projet de loi, ne convainc pas toutes les centrales syndicales. «La manifestation du 31 est un peu trop fourre-tout, nous voulons au contraire recentrer les débats», explique Luc Bérille, à la tête de l'Unsa. Jeudi 3 mars, dans la matinée, son syndicat accueillera l'ensemble des centrales pour une nouvelle réunion intersyndicale.

«Nous allons continuer à travailler pour identifier les demandes que nous pouvons porter ensemble et comment nous pourrions les appuyer par des actions», explique Bérille. Pas question, donc, de se limiter à la nouvelle phase de concertation proposée par le gouvernement. «Il faut aussi qu'on donne la possibilité aux gens de s'exprimer, car dans les entreprises, il y a de la frustration, de la colère», poursuit le syndicaliste. De quoi concurrencer l'intersyndicale proposée, le même jour, mais au cours de l'après-midi, par la CGT, afin de planifier la journée du 31 mars.

Amandine Cailhol



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Cambadélis lance un appel à l'unité du PS



Par Renaud Dély

Alors que le gauche s'enfonce dans la crise, le Premier secrétaire veut "apaiser le Parti socialiste à l'intérieur" et le "dépasser à l'extérieur".



Jean-Christophe Cambadélis lors d'une conférence de presse le 15 décembre 2015, deux jours après le second tour des élections régionales. FRANCOIS GUILLOT / AFP

Le PS s'enfonce dans la crise. Martine Aubry tonne contre la politique du gouvernement, la loi El Khomri sur la réforme du code du Travail déchire la majorité comme jamais, et Emmanuel Macron piaffe de s'émanciper. Bref, la gauche au pouvoir sombre dans les querelles intestines. A quatorze mois de l'élection présidentielle, elle semble foncer tête baissée vers un désastre qui l'éliminerait dès le premier tour.

A l'heure où le chef du gouvernement, Manuel Valls, d'un côté, comme l'ex-ministre frondeur Benoît Hamon de l'autre, jugent "irréductible" la fracture entre les deux gauches, Jean-Christophe Cambadélis tente de colmater les brèches. Et de sauver ce qui peut l'être. Fidèle à sa mission de rassembleur, et soucieux de conforter une culture du "compromis" trop souvent inexistante à gauche, le Premier secrétaire du PS lance un "appel à l'unité" pour "apaiser le PS à l'intérieur" et le "dépasser à l'extérieur".

Une quarantaine de parlementaires et dirigeants socialistes l'ont déjà signé. Jean-Christophe Cambadélis saura-t-il rassembler plus large pour apaiser les tensions à gauche ? Le temps presse et la catastrophe menace.

Renaud Dély

L'appel des 40

Notre monde est agité de crises conjointes, qui sont sans précédent dans l'Histoire. Tout se conjugue : péril climatique, révolution de l'immatériel, défi migratoire, menace terroriste, conflits locaux aux implications mondiales et possible crise terminale de l'Europe. Le Parti socialiste doit être à la hauteur de ce contexte historique, tout en étant capable de surmonter sa propre crise de mutation.

Dans ce moment politique inédit, on ne peut se satisfaire d'une alternative sans lendemains : ne rien faire ou tout défaire.

C'est la raison pour laquelle, le Premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a lancé un appel pour l'unité dans la clarté et la discussion dans le respect. La feuille de route est limpide : apaisement à l'intérieur du Parti socialiste et dépassement du Parti socialiste à l'extérieur.

Ainsi, nous pourrions affronter les défis qui agitent notre monde et aborder les débats qui agitent nos rangs, dans un esprit de dialogue, notamment sur les textes du gouvernement pour les enrichir, les soutenir ou les infléchir.

Ainsi, nous éviterons que la gauche et les écologistes se fractionnent encore plus, laissant la voie libre à la droite ultralibérale et à l'extrême droite ultraréactionnaire.

Nous invitons donc tous les socialistes, toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs républicaines, progressistes, écologiques et réformistes à rejoindre cette démarche d'apaisement et de dépassement. La division n'est pas la solution, le renouveau est la meilleure option, la meilleure sortie de crise, pour pouvoir continuer à orienter le réel dans le sens de nos valeurs.

Premier signataires

Secrétaires nationaux :

Rachid Temal, Corinne Narassiguin, Nadège Abomangoli, Laurent Dutheil, Fabien Verdier, Philip Cordery, Rita Maalouf, André Viola, Kamel Chibli, Florence Augier, Marc Mancel, Jean-François Debat, Carlos Da Silva, Elsa Di Méo

Parlementaires :

Guillaume Bachelay, Christophe Borgel, Emeric Bréhier, Sandrine Mazetier, Olivier Faure, Frédérique Espagnac, Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, Nicolas Bays, Eduardo Rihan Cypel, Guillaume Garot, Laurent Grandguillaume

Premiers fédéraux :

Hussein Bourgi, Yann Capet, Paola Valenti, Florence Blatrix, Nathalie Nieson, Gregory Blanc, Guillaume Mathelier, Laurent Lafaye, Emmanuelle De Gentili, Bertrand Cavalleri, Marc Antoine Jamet, Michel Neugnot, Jean-David Ciot.

nouvelobs.com

III) Loi sur le travail: une mobilisation jamais vue sur Internet

Par stéphane alliès, Rachida El Azzouzi et Dan Israel

Une pétition en ligne qui frôle le million de signataires, un appel à manifester le 9 mars et une vidéo de « Youtubeurs » : ces trois initiatives ont débordé politiques et syndicats, faisant surgir sur le numérique une mobilisation inédite contre la loi sur le travail.

C'est une pétition sur Internet qui a mis le feu à la plaine. Une pétition qui rassemblait près de 800 000 signataires lundi 29 au soir, et qui fait office de symbole. Le net s'est invité dans le débat politique sur la loi sur le travail. Et à sa manière, il a imposé une tonalité politique et la réception, plus que froide, à laquelle doit faire face le texte porté par Myriam El Khomri, dont le gouvernement vient d'annoncer le report de quelques semaines. Des profondeurs du web sont aussi montés un appel à manifester le 9 mars, qui séduit les foules mais aussi la CGT, et un mot-clé ravageur -« On vaut mieux que ça », par lequel les travailleurs les plus précaires racontent leur quotidien désastreux. Trois initiatives, trois sévères attaques contre la future loi. Et trois surprises pour le gouvernement.

Pour la pétition, tout s'est décidé en 24 heures,

suite à la parution dans Le Parisien des principales pistes de la loi sur le travail, le 17 février. En fin d'après-midi, la militante féministe Caroline De Haas reçoit un message de son amie Sophie Binet, secrétaire générale adjointe de l'UGICT-CGT, camarade depuis les années Unef (elles étaient toutes deux au bureau de l'organisation étudiante pendant la mobilisation contre le CPE), qui l'alerte pour lui dire : « C'est Tchernobyl, ce projet ! Faut faire quelque chose. » La suite, raconte De Haas, est simple comme un gazouillis numérique : « Je vérifie ; comme tout ce qui vient du gouvernement est horrible ces derniers temps, il faut hiérarchiser... Je trouve ça en effet horrible. Avant de me coucher, je fais une dizaine de tweets. Et au réveil, je vois des centaines de "retweet", ce qui ne m'arrive jamais sur des sujets autres que le féminisme. Là, je me dis qu'il se passe un truc... »

Le lendemain, après des allers-retours avec Sophie Binet, le « designer politique » Elliot Lepers et des juristes du syndicat des avocats de France (SAF), un texte est prêt, des signataires ralliés (parmi des syndicalistes CGT, FO et Solidaires, ainsi que du syndicat des avocats de France, des responsables actuels ou passés d'organisations de jeunesse), un site Internet développé, et une pétition prête à être lancée. À 14 heures, le tout est mis en ligne sur Loitruavail.lol et va battre très vite un grand nombre de records du genre, aidé par « la communication méprisante du gouvernement et ses réponses pathétiques, du genre : "Vous n'avez pas compris, on va mieux vous expliquer" », dit De Haas...

« C'est la pétition qui s'est lancée avec le plus grand nombre de signatures le jour de son lancement, avec près de 54 000 signatures en 24 heures, qui a connu le plus gros pic de signatures jamais vu en une journée en France (126 969 signatures le 23) et qui obtient le plus de signatures par jour, avec 73 000 signatures en moyenne », détaille Benjamin des Gachons, le directeur France de Change.org, site lancé en 2007 aux États-Unis et en 2012 en France, et qui côtoie We sign it et autres Avaaz.

Des Gachons ajoute que parmi les presque 620 000 pétitions recensées partout dans le monde sur ce site international, celle sur la loi sur le travail « est actuellement la plus virale », c'est-à-dire qu'elle est « la plus vue, commentée et partagée ». Pour l'activiste, le moment est « déjà historique », car « le gouvernement a déjà reculé alors que le mouvement ne s'est pas encore traduit par une

mobilisation dans la rue ». Selon lui, « on est passé d'un moment d'indignation, lorsque le projet de loi a fuité, à un mouvement de mobilisation, très horizontal ».

The screenshot shows a petition page on Change.org. At the top, it is addressed to the Minister of Labor, Myriam El Khomri. The title is 'Loi travail : non, merci !' and the initiator is Caroline DE HAAS from Paris, France. A progress bar indicates 795,881 supporters, with a goal of 1,000,000. The sign-up form includes fields for 'Prénom', 'Nom de famille', 'E-mail', a dropdown for 'France', and 'Code postal'. There is also an optional field for 'Je signe parce que...' and a red 'Signer' button at the bottom.

La pétition sur change.org.

Le texte est en passe de devenir la pétition la plus rassembleuse de la courte histoire de l'activisme online. Jusqu'ici, cette première place était occupée par la pétition contre le chalutage en eaux profondes, lancée par l'association Bloom en 2013, signée en quelques mois par environ 800 000 internautes, et presque 900 000 aujourd'hui. Plus récemment, Change.org s'enorgueillissait d'aligner 435 000 signatures en soutien de la demande de grâce de Jacqueline Sauvage, ou 510 000 noms en faveur de la pétition lancée en juin dernier par Élise Lucet contre la directive européenne sur le secret des affaires.

Il faut mesurer le poids de ces chiffres. Depuis 2010, si une pétition agrégeant 500 000 signatures est soumise au Conseil économique, social et environnemental (CESE), celui-ci est tenu de se prononcer sur une question. Les opposants au mariage pour tous ont utilisé cette procédure à l'été 2014, après avoir rassemblé 700 000 noms. L'avis du CESE, seulement consultatif, les avait d'ailleurs déçus.

Il existe un mécanisme similaire au niveau européen : si un million de personnes, réparties dans au moins sept pays, signent pour une initiative citoyenne européenne, la Commission européenne est tenue d'examiner cette pétition, et peut aller jusqu'à proposer ce texte au vote du Parlement européen et des États membres. Le dernier mécanisme prévu dans l'Hexagone est plus engageant, mais presque hors d'atteinte : le référendum d'initiative partagée permet depuis le 1er janvier 2015 de soumettre au vote de tous les Français un texte de loi qui serait déposé par 185

députés et soutenu par un dixième du corps électoral, soit environ 4,5 millions de Français.

Le gouvernement a bien compris le danger venant du web. Dès jeudi 25, alors que la pétition passait le cap des 500 000 signatures, Myriam El Khomri a très officiellement répondu aux internautes, comme le site le permet. Le service d'information du gouvernement (SIG), rattaché à Matignon, a bien tenté d'influer pour que la réponse provienne du "gouvernement", mais en vain, cela n'était pas prévu par le "processus" imaginé par Change. La ministre du travail s'est donc essayée à démontrer encore une fois toute la pertinence des choix de l'exécutif. Peine perdue...

La manifestation en ligne de mire

Les initiateurs du texte « Loi travail, non merci ! » ne veulent d'ailleurs pas en rester là et entendent utiliser le réseau pour convier leur bientôt un million de contacts à descendre dans la rue pour manifester, report ou non de la loi. Pour Caroline De Haas et Elliot Lepers, qui n'ont eu de cesse depuis un an de chercher, selon le vocabulaire consacré, à « enflammer la toile » militante de gauche, désespérée par la situation politique française, dans le virtuel comme dans le réel, c'est un premier succès qui se matérialise.

L'une est une ancienne militante socialiste qui a travaillé comme attachée de presse pour Benoît Hamon, puis a fondé Osez le féminisme !, a rejoint en 2012 le cabinet de Najat Valaud-Belkacem sur les questions d'égalité homme-femme, avant de quitter le gouvernement et partir (relire son billet d'alors, sur son blog hébergé par Mediapart) pour tenter de participer à une "reconfiguration" de l'espace politique à gauche. Une volonté similaire se retrouve chez Elliot Lepers, un ancien "écologieek" de la campagne présidentielle d'Eva Joly.

Depuis leurs expériences politiques respectives, tous deux ont également choisi de créer une PME, l'une dans la formation et le conseil dans la promotion de l'égalité homme-femme dans les entreprises, l'autre dans l'ingénierie politique et la communication numérique. Chacun de leur côté, ils essaient. Caroline De Haas sera, par exemple, aux côtés de Clémentine Autain, à l'initiative des Chantiers d'espoir, qui feront flop après leur première réunion. Elliot Lepers imaginera, lui, une manifestation virtuelle nommée "Occupy Sivens", en soutien à Rémi Fraisse, le jeune manifestant tué d'une grenade policière en marge d'un rassemblement contre le barrage du Testet

(Tarn).

L'appel à manifester parti de Facebook

C'est sur Skype (un réseau de téléphonie gratuite par Internet) qu'ils se sont parlé pour la première fois, l'une à Paris, l'autre à Berlin. « Un coup de foudre militant, dit De Haas. Il venait de faire un site sur les "343 connards" (avec Clara Gonzales ndlr), dénonçant les éditorialistes soutenant la prostitution. Je lui dis : "Il faut faire pareil sur le sexisme." » Cela donne Macholand, un site dénonçant les propos misogynes tenus par des personnalités publiques. Professionnellement, ils font aussi affaire, et la boîte de l'un réalisera le site de l'autre, "Les expertes", un annuaire de femmes "compétentes" dans les médias. Sur le plan militant, s'ensuivront des initiatives de riposte politique destinées aux sympathisants de gauche déboussolés voire en colère face à l'orientation d'un pouvoir qu'ils ont contribué à élire. Comme un "contre-référendum pour une politique de gauche", qui réplique en moins de 48 heures à celui imaginé par Jean-Christophe Cambadélis et le PS à propos de l'union de la gauche aux régionales. Ou encore le site gueuledebois.fr, mis en ligne au lendemain du second tour des mêmes régionales.

« À chaque fois, on fonctionne de la même façon, s'amuse De Haas. Je dis "il faut faire un truc !", et soit Elliot fait, soit il ne bouge pas. Du coup, je fais un truc moche et ça l'énerve tellement qu'il fait un truc super en une heure. » Ce duo d'activistes s'est aussi investi depuis un an, avec une quinzaine d'autres militants politiques et syndicaux (« Mais ce ne sont pas les mêmes bandes que pour la pétition sur la loi travail », assure-t-elle), pour imaginer ce que pourrait être une « primaire de gauche ».

Ils tiennent à dissocier cet engagement-là, sans le renier, de celui en cours contre le projet de loi El Khomri. « Pour nous, la primaire est l'outil le moins mauvais pour trouver une alternative à François Hollande. Mais là, il s'agit d'une riposte citoyenne à une attaque frontale du gouvernement, explique De Haas. Après, on ne va pas nier qu'un mouvement social a évidemment des implications et des conséquences politiques... » Toutefois, elle assure qu'il est hors de question de bénéficier du fichier des signataires de la pétition pour tenter de les embringuer dans leur souhait de primaires. « Ça, c'est la politique à la papa, dit-elle, et de toute façon, c'est Change qui détient les adresses électroniques, pas nous. »

Tout aussi loin des habituelles stratégies politiques ou syndicales, "Bea", "Da Mien" et "Matthieu" n'en reviennent toujours pas. Ces trois trentenaires, qui se méfient des médias traditionnels et ne consentent à s'exprimer que sur Mediapart ou Rue89, n'imaginaient pas une seconde que leur cri de colère sur Facebook porte si loin. En appelant à une grève générale et à une manifestation dans les rues de France le 9 mars, jour où la loi sur le travail devait être présentée en conseil des ministres, ils ont soulevé l'enthousiasme, et des centaines de milliers de like.

Tout commence lundi 22 février, peu avant que les syndicats ne publient une déclaration commune a minima. "Bea", depuis le sud de la France, "Da Mien" et "Matthieu", depuis la région parisienne, bondissent de rage derrière leurs écrans d'ordinateurs en s'envoyant des messages privés où ils se répètent : « Ce n'est pas possible », « il faut se bouger sans attendre », « c'est la plus grosse attaque portée au code du travail depuis la Seconde Guerre mondiale ». Militants à la CGT, ils sont devenus « potes via Facebook et les groupes communautaires cégétistes ». "Da Mien" est conducteur de train, "Matthieu" travaille dans la téléphonie mobile et "Béa" dans l'enseignement.

Quand le communiqué extrêmement prudent des syndicats est publié, le trio tombe de sa chaise. « On s'est dit que c'était du foutage de gueule ! L'intersyndicale exige uniquement "le retrait de la barémisation des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif et des mesures qui accroissent le pouvoir unilatéral des employeurs". Le reste, on en parle dans quinze jours et on fait une mobilisation le 31 mars », raconte "Da Mien". Pour lui, "Bea" et "Matthieu", il n'y a « rien à négocier » dans ce texte : « Il faut le retirer. Il y en a marre de ces réunions où on veut mettre tout le monde autour de la table et fédérer autour du plus petit dénominateur commun pour avoir la signature de la CFDT. Cela nous oblige à rabaisser nos exigences. »

Sur Facebook, le trio crée l'événement : « Appel à la grève générale contre "la loi Gattaz-Hollande-Valls-Macron-El Khomri". » Un appel citoyen et militant, écrivent-ils. « Pour la convergence des luttes des salariés, des précaires, des chômeurs, des retraités, des jeunes, des personnes qui survivent avec des minimas sociaux en baisse. » Ils invitent toutes les générations à venir «

défendre leur peau avec ou sans les directions syndicales ». Ils choisissent la date du 9 mars sans comprendre pourquoi les syndicats ont choisi celle du 31 : « Le 9, il y a un coup à jouer pour la convergence des luttes. C'est le jour où le projet devait être présenté en conseil des ministres, c'est le même jour que le préavis de grève à la RATP et à la SNCF, le lendemain, il y a les retraités. »

La machine est lancée. Elle sera virale, tout comme la pétition. Aujourd'hui, près de 400 000 personnes ont été invitées à leur grève générale. 70 000 personnes sont intéressées, 42 000 entendent y participer. Surtout, l'appel a fait des émules. À Paris, Strasbourg, Rouen, Lille, Angers, Marseille... et dans de nombreuses autres villes de province, des pages ont été créées par des internautes, des associations voire des syndicats. "Da Mien", "Bea" et "Matthieu" s'avouent « dépassés ». « On est sollicités de partout mais ce n'est pas notre boulot d'organiser des manifestations et des services d'ordre. Aux citoyens, aux salariés, aux syndicats de prendre la main dans leurs entreprises, dans leurs départements, dans leurs régions », lance "Da Mien". Cet appel à la grève, pour lui, « c'est un coup de pied dans la fourmilière, un sondage qui montre que les Français veulent en découdre ».

Un ancien collaborateur de Mélenchon s'invite dans la danse

Il reste à traduire la colère virtuelle dans les rues, et c'est un militant plus aguerrri qui veut s'en charger. À Paris, Alex Tessereau et sa bande de copains de lutte, sur le net ou dans la vraie vie, entendent s'en charger. Ils ont créé leur page : « 9 mars Paris, tous/toutes dans la rue. » Elle compte 29 000 invités, 4 000 intéressés, 3 000 participants à ce jour. Et lundi soir, la CGT a annoncé qu'elle se ralliait à cette date...

Le groupe veut faire de la place de la République « une agora de citoyens, sans étiquette, horizontale, démocratique », dit Alex. Il a 28 ans et l'expérience des manifs chevillée au corps depuis les années lycée au sein de l'Union nationale lycéenne, puis de l'Unef. Proche de la mouvance "antifa", responsable associatif, à l'origine du mouvement des « fêtards éco-responsables du canal Saint-Martin », il sait « mobiliser », « obtenir des autorisations de manifester en préfecture », « monter des services d'ordre, des banderoles », « réagir face aux forces de l'ordre ». Ses premières armes, il les a faites contre la loi Fillon sur l'école en 2005, puis contre le CPE qui, il y a dix ans, faisait fléchir le

gouvernement Villepin.

C'est lui qui a contacté les initiateurs de la grève générale sur Facebook et proposé de « monter une équipe » pour Paris avec son réseau militant. « L'austérité, la montée du FN, l'enchaînement des reniements de Hollande, les divisions de la gauche... Tous les ingrédients sont réunis pour que nous ayons un Podemos, un Syriza en France mais il ne se passe rien. Nos syndicats décident de faire une mobilisation après la bataille, le 31 mars. C'est ridicule, cela ne crée aucun rapport de force, aucune pression. Il faut une grève reconductible qu'on puisse étendre du lundi au samedi, occuper l'espace, le temps politique », s'enflamme le jeune homme, qui a été l'attaché parlementaire de Jean-Luc Mélenchon en 2008, quand celui-ci démissionnait du PS et créait le Parti de gauche. « C'était mon stage de fin d'études », raconte-t-il.

Depuis, il s'est éloigné du Parti de gauche et de la politique, dont il voulait faire son métier. DJ (son autre passion), il vivote grâce à des petits cachets sans avoir le statut d'intermittent. « J'avais la possibilité de travailler pour un sénateur socialiste, mais je n'allais pas gagner de l'argent sur des réformes, l'état d'urgence, la déchéance de nationalité, la loi El Khomri, qui me donnent envie d'aller manifester ! » poursuit celui qui a pour modèle Patrick Roy, le député socialiste mort en 2011, guitariste et fan de hard rock.

« On vaut mieux que ça », campagne virale des Youtubeurs

D'autres restent hostiles à toute tentation politicienne. Et il aurait été bien difficile de prévoir qu'ils soient à l'origine de la déferlante de témoignages qui s'abat sur les réseaux sociaux depuis quatre jours. Autour du mot-clé « On vaut mieux que ça », ces messages décrivent tous la façon dont les précaires sont mal traités. Le coup est parti d'un endroit inattendu, car peu réputé pour sa capacité de cohésion et d'action concertée : celui des « Youtubeurs », ces animateurs de chaînes YouTube qui proposent leurs vidéos à des communautés regroupant parfois des centaines de milliers d'internautes.

Aux commandes de l'initiative « On vaut mieux que ça », on trouve un collectif de Youtubeurs plutôt marqués à gauche, qui parlent régulièrement, mais pas uniquement, politique. Certains font figure de vétérans, comme Usul, ex-chroniqueur de jeux vidéo qui a versé il y a deux ans dans des présentations fouillées de figures intellectuelles ou de concepts qui occupent le débat public, ou Histony, qui livre des « réflexions critiques pour comprendre pourquoi l'histoire se raconte de la façon dont on la raconte ». D'autres, qui s'y sont mis plus récemment, comme le collectif Osons causer, qui met politique, sociologie ou philosophie à l'honneur depuis juin dernier (lire les présentations faites par Streetpress), ou Le fil d'actu, qui depuis octobre explique en profondeur les faits d'actu.

Ils se sont signalés par une vidéo, où une dizaine d'entre eux présentent leur projet. À l'initiative, au tout départ : Usul, Dany Caligula ou le Stagirite, vite rejoints par Osons Causer et par d'autres. « Tout s'est fait à l'arrache, et on avance en pédalant, rigole Ludo Torbey, d'Osons Causer. On a démarré samedi 20 au soir, juste après la parution des premières informations sur l'avant-projet de loi, entre ceux qui étaient disponibles sur un groupe Skype. »

On vaut mieux que ça !

<https://youtu.be/E3EbLui2B2k>

La première vidéo est prête moins d'une semaine plus tard. Elle regroupe des vidéastes aux tons très différents, certains étant les tenants d'un discours policé et grand public, d'autres revendiquant un ton bien plus rêche et provocateur. Par exemple, Matthieu Longatte, qui livre chaque semaine sur Bonjour Tristesse un billet (très) énervé contre le monde tel qu'il va. « Je me méfie en général des collaborations, mais pour cette fois, j'ai dit oui, notamment parce que j'avais déjà fait une vidéo sur la loi travail, dans laquelle j'incitais les gens à agir, explique-t-il. J'ai une formation de juriste et au début, je croyais que ce projet de loi était une blague. Pour moi, c'est la plus grosse régression sociale des 50 dernières années. »

« On parle de harcèlement, de discriminations, mais aussi de suicides »

L'idée : « Mettre à disposition nos compétences et nos audiences pour libérer ceux qui nous

regardent. Nous voulons affirmer que nos témoignages, nos vies, sont légitimes », explique Ludo Torbey. « C'est une initiative noble, très intéressante, approuve Matthieu Longatte. Les divers acteurs du YouTube politique mobilisent leurs communautés et passent outre leurs divergences de style, voire même de perceptions politiques sur certains points, pour montrer que sur l'essentiel, tout le monde est d'accord. Aller chercher des centaines de milliers de témoignages, montrer que les gens dessinent tous ensemble une histoire cohérente, c'est très pertinent. »

Et très vite en effet, les témoignages affluent, y compris dans le Club de Mediapart. On y découvre un travail précarisé et flexibilisé à l'extrême, loin de l'image renvoyée par le Medef, avec, par exemple, le statut peu enviable des « extras », convocables à l'envi et sans préavis pour travailler au coup par coup dans le domaine de la restauration. Sur Twitter, les mots sont plus lapidaires et dénoncent le chantage au travail du dimanche, les marques de mépris parce « plein de chômeurs rêvent de ton job », ou la quête éperdue du paiement des factures lorsqu'on est freelance.

Les paroles reçues, par tweets, mails ou même vidéos, seront présentées dans les jours à venir via des sélections pensées pour circuler sur les réseaux sociaux, des podcasts et des montages vidéo, voire au travers d'émissions présentées sur YouTube. « Nous sommes contents que notre initiative rencontre un vrai écho, indique Torbey. Mais les témoignages que nous recevons sont souvent glaçants, ils montrent ce qu'est la réalité sociale de notre pays : on parle de harcèlement, de discriminations, mais aussi, pour des dizaines de messages, de pensées suicidaires et de tentatives de suicide. Et certaines ont malheureusement réussi. »

S'avouant débordés, les Youtubeurs entendent bien faire porter loin les paroles qu'on leur confie. Mais pas question pour autant de confondre leur action avec les initiatives plus classiques, comme la pétition ou la manifestation. Ils reconnaissent sans difficulté aucune entretenir « une certaine méfiance envers les formes traditionnelles de la politique ». Et veulent s'en tenir à bonne distance : « Il se trouve que l'avant-projet de loi du gouvernement est un élément déclencheur de notre action, mais notre propos est de faire vivre les témoignages, la parole, rappelle l'homme d'Osons Causer. Nous n'avons aucun agenda politique, nous n'attendons pas particulièrement

que cette loi soit retirée, même si nous en serions ravis. »

Cette méfiance assumée, Caroline De Haas, à l'origine de la pétition, l'a bien perçue. Et a décidé d'en prendre son parti. « Ils sont hyper-flippés d'être récupérés, et on peut tout à fait comprendre leur méfiance vis-à-vis des organisations, convient-elle. Quand j'ai découvert le mot-clé "On vaut mieux que ça", je me suis dit qu'ils auraient pu nous prévenir... Mais ça a duré trente secondes. Finalement, j'ai trouvé ça génial, car ça incarne bien l'irruption du monde du travail dans le monde politique. C'est comme pour ceux qui ont appelé à manifester sur Facebook : nous avons élaboré une "carte des appels à manifester" de notre côté, mais pas plus. Ça avance dans tous les sens, on est débordés, c'est désorganisé, et c'est tant mieux : personne ne pourra contrôler quoi que ce soit. »

MEDIAPART

IV) Antoine Lyon-Caen, membre du comité Badinter, dézingue à son tour la loi El Khomri

Abdallah Soidri



Le juriste Antoine Lyon-Caen s'insurge lui aussi contre la loi travail - Capture d'écran

Antoine Lyon-Caen est juriste et membre du comité Badinter qui a remis au gouvernement fin janvier un rapport sur le code du travail. Le même qui était censé inspirer la loi tant décriée aujourd'hui. Et dont Antoine Lyon-Caen critique dans Le Monde de ce mercredi de nombreux points.

Après la "plume" de Myriam El Khomri, c'est au tour du juriste, professeur de droit émérite à l'université Paris-Ouest Nanterre, Antoine Lyon-Caen de critiquer l'avant-projet de loi. Et cette voix n'est pas anodine puisque le juriste fait partie du comité Badinter sur la réforme du travail. **Celui-là même dont le rapport était censé inspirer la loi El Khomri.**

>> L'ancien conseiller d'El Khomri dézingue sa loi dans une interview

Dans une interview au **Monde** daté du 2 mars, il n'hésite pas à qualifier certaines mesures de la réforme de "**purement opportunistes**" et "**unilatérales**". "**Elles ne profitent qu'aux grandes entreprises**", écrit-il. Le plafonnement des indemnités prud'homales ? "**Injuste et efficace**". La méthode gouvernementale ? "**Brouillonne, confuse et à rebours de la volonté (du gouvernement) de redonner confiance dans la loi**".

À l'origine, Antoine Lyon-Caen et Robert Badinter partageaient avec le gouvernement l'idée de réduire le Code du travail. Une idée exprimée dans leur ouvrage commun *La loi et le travail* (éditions Fayard), dans lequel ils dénoncent sa "complexité". Il faut selon eux réduire le Code du travail à une cinquantaine d'articles seulement, alors qu'il en compte aujourd'hui plus de 8.000, contre 600 en 1974. Une "obésité" qui "crée une sorte de méfiance dans la loi, éprouvées par les salariés et les petits entrepreneurs".

Avec l'ancien garde des Sceaux, au sein du comité qui porte son nom, ils ont remis fin janvier à Manuel Valls un rapport comportant "61 principes essentiels" pour la réforme du droit du travail. **Ce rapport figure même en préambule de la loi El Khomri.** Mais il faut croire que ses préconisations n'ont pas inspiré le gouvernement de la meilleure des manières.



A Suivre...
La Presse en Revue



Quelques jours de repos...